

reste du monde ne semble pas l'apprécier. Au cours de ma vie, monsieur l'Orateur, j'ai été fière du Canada, fière de sa réputation universelle de stabilité et de saine administration. Je ne suis plus fière aujourd'hui.

M. Grafftey: Honte!

Mlle LaMarsh: Au cours des quatre dernières années, le gouvernement actuel a réussi ce que personne au monde n'aurait cru possible. Oui, il a réussi à nous aliéner nos deux plus grands amis: le Royaume-Uni et les États-Unis.

M. Grafftey: Bien sûr, ce n'est pas de la politique de parti!

Mlle LaMarsh: Notre pays a accordé au gouvernement actuel un mandat qui ne le cédait en rien à ceux qu'il avait accordés à ses prédécesseurs, après quoi le gouvernement est allé se camper devant le premier ministre du Royaume-Uni et lui a dit: «Oh non, vous n'allez pas adhérer à quelque union économique européenne, et le Canada non plus». Nous n'adhérerons à aucune union économique: plutôt crever dans notre solitude!

Une voix: Quelle sottise!

Mlle LaMarsh: Nous nous demandons pourquoi les Canadiens sont nerveux et craintifs. Pourquoi manquent-ils de confiance? Pourquoi ne veulent-ils pas placer leur argent au Canada?

Une voix: Trois élections partielles sur quatre!

Mlle LaMarsh: Pourquoi les autres pays du monde ont-ils peur du Canada? Pourquoi, lorsque le ministre des Finances fait un discours, le dollar canadien fait-il un plongeon? Pourquoi le monde financier est-il dans le chaos? Pourquoi les sociétés privées et publiques du pays sont-elles en proie à la confusion et à l'anxiété? Pourquoi les municipalités du pays sont-elles incapables de préparer leur budget? Pourquoi les députés se voient-ils dans l'incapacité de se présenter devant leurs commettants et de dire: Voici un programme solide et sérieux? C'est parce que le gouvernement commence par retarder le budget, puis se met à faire du battage pour faire croire à la population qu'il va vraiment stimuler l'économie, puis finit par nous laisser tomber.

Les municipalités, les entreprises d'électricité, les provinces ont dû, depuis une couple d'années, emprunter à l'étranger, et le ministre des Finances le sait très bien. Elles n'avaient pas le choix, car tout l'argent en circulation au Canada avait été absorbé par

le gouvernement. Il ne lui reste plus maintenant, pour rembourser, qu'un dollar dévalué, et c'est encore le contribuable qui écope. Le ministre actuel des Finances a dit l'année dernière—et on peut le lire en noir sur blanc—que le dollar ne serait pas dévalué. C'est la volte-face la plus incroyable de sa part que de revenir au Parlement un peu plus d'une année plus tard, après s'être exprimé d'une manière aussi peu équivoque, dans le langage le plus net, comme en mars 1960. C'est évident, personne ne pouvait alors s'imaginer que le dollar canadien allait être dévalué par suite de manipulation de la part du gouvernement. Mais ce même ministre a changé d'idée et l'a dévalué sans broncher. Il l'a fait à tel point que personne ne sait où les choses vont s'arrêter. Il n'a pas dit que ce serait de 2c. ou de 20c.; il n'a donné aucun indice de ses intentions. Les Canadiens ne savent pas ce que le gouvernement fera, parce qu'il s'est contenté tout au plus de rouler d'une crise à l'autre. Depuis quatre ans qu'il est au pouvoir, il n'a suivi aucun plan, aucun programme. Ah oui, je me souviens que le premier ministre a dit l'automne dernier aux conservateurs, dans un discours qui a été largement diffusé, que jusqu'alors les ministres de la Couronne s'étaient initiés à leurs fonctions. Il eût peut-être été préférable pour le pays, si ces gens-là ne pouvaient apprendre leur métier en trois ans, que le premier ministre mette à l'essai quelques-uns des députés qui siègent à ma gauche.

M. Skoreyko: L'honorable représentante ne se rend-elle pas compte que les Canadiens, en 22 années de régime libéral, ont appris à se méfier des gouvernements fédéraux et qu'ils commencent à peine à connaître ce qu'est un bon gouvernement après 22 ans?

Mlle LaMarsh: Je ne crois pas qu'il y ait là matière à privilège; tout dépend de la décision de Votre Honneur. Je puis dire qu'il y a peut-être un élément de vérité dans les propos de l'honorable député. Voyez-vous, jusqu'à 1957, le public canadien a toujours pensé que le gouvernement de l'État était quelque chose de facile, parce que, avant cela, les Canadiens avaient un bon gouvernement. Tout paraissait facile. Mais ils ont découvert que, facile ou non, c'est encore trop difficile pour les honorables vis-à-vis.

Il y a une chose, monsieur l'Orateur, qui a causé ce sentiment de défiance à travers le pays, c'est un plan qu'a imaginé le gouvernement responsable, le seul plan qu'il ait jamais eu. Je parle d'un plan conçu en premier lieu pour tenir l'opposition en état d'alerte, ce qui a eu le bien mauvais résultat de garder le pays tout entier dans un état d'alarme. Le gouvernement a crié au loup; il